

POSITION COMMUNE (CE) N° 23/2002**arrêtée par le Conseil le 6 décembre 2001****en vue de l'adoption de la directive 2002/.../CE du Parlement européen et du Conseil du ...
modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence
des services postaux de la Communauté**

(2002/C 110 E/04)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 47, paragraphe 2, son article 55 et son article 95,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité des régions ⁽³⁾,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽⁴⁾,

considérant ce qui suit:

(1) Dans sa résolution du 7 février 1994 sur le développement des services postaux communautaires ⁽⁵⁾, le Conseil a déclaré que l'un des principaux objectifs du développement des services postaux dans la Communauté consistait à concilier la poursuite de la libéralisation graduelle et maîtrisée du marché postal et la garantie durable de la prestation du service universel.

(2) La directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service ⁽⁶⁾ a instauré, à l'échelle communautaire, un cadre réglementaire pour le secteur postal comprenant des mesures visant à garantir la prestation d'un service universel, la fixation de limites maximales pour les services postaux susceptibles d'être réservés par les États membres au(x) prestataire(s) du service universel en vue de préserver ledit service universel, de même qu'un calendrier pour la prise de décision concernant la poursuite du processus d'ouverture du marché à la concurrence, dans le but de créer un marché unique des services postaux.

⁽¹⁾ JO C 337 E du 28.11.2000, p. 220 et JO C 180 E du 26.6.2001, p. 291.

⁽²⁾ JO C 116 du 20.4.2001, p. 99.

⁽³⁾ JO C 144 du 16.5.2001, p. 20.

⁽⁴⁾ Avis du Parlement européen du 14 décembre 2000 (JO C 232 du 17.8.2001, p. 287), position commune du Conseil du 6 décembre 2001 et décision du Parlement européen du ... (non encore parue au Journal officiel).

⁽⁵⁾ JO C 48 du 16.2.1994, p. 3.

⁽⁶⁾ JO L 15 du 21.1.1998, p. 14.

(3) L'article 16 du traité souligne la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union européenne ainsi que le rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale. Il indique en outre qu'il convient de veiller à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

(4) Les résolutions du Parlement européen sur les services postaux européens du 14 janvier 1999 ⁽⁷⁾ et du 18 février 2000 ⁽⁸⁾ soulignent l'importance économique et sociale de ces services, de même que la nécessité de préserver un service universel de haute qualité.

(5) Il y a lieu d'élaborer les mesures dans ce secteur de telle manière que les missions sociales de la Communauté visées à l'article 2 du traité, à savoir un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, soient également réalisées en tant qu'objectifs.

(6) Le réseau postal rural, notamment dans les zones montagneuses et dans les îles, joue un rôle primordial en matière d'intégration des entreprises dans l'économie nationale/internationale, ainsi que dans le maintien d'une cohésion sociale et de l'emploi dans les zones rurales montagneuses et insulaires. De plus, les bureaux de poste ruraux dans les zones montagneuses et dans les îles peuvent fournir un réseau d'infrastructures primordial pour l'accès universel aux nouvelles technologies du secteur des télécommunications.

(7) Le Conseil européen qui s'est réuni à Lisbonne les 23 et 24 mars 2000 a fait mention, dans les conclusions de la présidence, de deux décisions relatives aux services postaux qui nécessiteront l'intervention de la Commission, du Conseil et des États membres, eu égard à leurs compétences respectives. Les mesures en question consistent, d'une part, à définir, avant la fin de l'année 2000, une stratégie pour l'élimination des entraves aux services postaux, et, d'autre part, à accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que celui-ci en vue de réaliser un marché intérieur opérationnel dans ce secteur.

(8) Le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 a également estimé essentiel, dans le cadre du marché intérieur et d'une économie fondée sur la connaissance, de tenir pleinement compte des dispositions du traité relatives aux services d'intérêt économique général et aux entreprises chargées du fonctionnement de ces services.

⁽⁷⁾ JO C 104 du 14.4.1999, p. 134.

⁽⁸⁾ JO C 339 du 29.11.2000, p. 297.

- (9) La Commission a entrepris un réexamen approfondi du secteur postal de la Communauté, notamment en commandant des études sur son évolution économique, sociale et technologique, et a consulté les parties intéressées à maintes reprises.
- (10) Il importe que le secteur postal de la Communauté puisse s'appuyer sur un cadre réglementaire moderne visant notamment à promouvoir le marché intérieur des services postaux. Une meilleure compétitivité devrait permettre l'intégration du secteur postal aux autres modes de communication et l'augmentation de la qualité de la prestation rendue aux utilisateurs, toujours plus exigeants.
- (11) L'objectif fondamental de préserver la prestation durable d'un service universel répondant aux normes de qualité définies par les États membres en application de l'article 3 de la directive 97/67/CE de manière cohérente dans l'ensemble de la Communauté peut être assuré si, dans ce domaine, la possibilité de réserver des services est maintenue alors qu'un haut degré d'efficacité est garanti par un degré suffisant de libre prestation des services.
- (12) La progression de la demande escomptée à moyen terme sur le marché postal pourrait permettre de compenser la perte de parts de marché que pourraient subir les prestataires du service universel en raison de la poursuite de l'ouverture du marché et constituerait ainsi une garantie supplémentaire pour le maintien du service universel.
- (13) Parmi les moteurs de changement ayant une incidence sur l'emploi dans le secteur postal, ce sont le progrès technologique et la pression du marché en faveur d'une plus grande efficacité qui prédominent; l'ouverture du marché n'aura quant à elle qu'un impact moins important. L'ouverture du marché contribuera à l'expansion des marchés postaux, de sorte que les contractions éventuelles de l'effectif des prestataires du service universel dues à ces mesures (ou à leur anticipation) seront vraisemblablement compensées par un accroissement de l'emploi chez les opérateurs privés et les nouveaux arrivants sur le marché.
- (14) Il convient d'établir, au niveau communautaire, le calendrier de l'ouverture progressive et contrôlée du marché du courrier à la concurrence. Il laissera à tous les prestataires du service universel le temps nécessaire à la mise en œuvre des nouvelles mesures de modernisation et de restructuration requises pour assurer leur viabilité à long terme dans le nouveau contexte concurrentiel. Il y a lieu que les États membres disposent également de suffisamment de temps pour adapter leurs systèmes réglementaires à un environnement plus ouvert. Par conséquent, il convient de prévoir la poursuite de l'ouverture du marché selon une approche graduelle, comportant des étapes intermédiaires en vue d'une ouverture importante mais contrôlée du marché, suivie par un réexamen du secteur et l'élaboration d'une proposition confirmant, le cas échéant, la date de 2009 pour l'achèvement du marché intérieur des services postaux ou définissant une autre étape appropriée sur cette voie à la lumière des résultats du réexamen.
- (15) Il faut veiller à ce que les prochaines étapes d'ouverture du marché soient à la fois importantes dans leur essence et réalisables dans la pratique par les États membres, tout en assurant également le maintien du service universel.
- (16) La réduction générale à 100 grammes en 2003 et à 50 grammes en 2006 de la limite de poids applicable aux services susceptibles d'être réservés aux prestataires du service universel et l'ouverture totale à la concurrence des marchés du courrier transfrontière sortant, avec d'éventuelles exceptions dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la prestation du service universel, constituent une avancée contrôlée relativement simple à mettre en œuvre, mais néanmoins importante.
- (17) Dans la Communauté, les envois de correspondance ordinaires de 50 à 350 grammes représentent, en moyenne, environ 16 % de la totalité des recettes postales des prestataires du service universel, dont 9 % pour des envois de correspondance ordinaires de 100 à 350 grammes. Les envois de correspondance transfrontière sortante en dessous de la limite de 50 grammes représentent, en moyenne, environ 3 % de la totalité des recettes postales des prestataires du service universel.
- (18) Pour les services susceptibles d'être réservés, la mise en place en 2003 et en 2006 de limites de prix égales respectivement à trois fois et deux fois et demie le tarif public applicable à un envoi de correspondance du premier échelon de poids de la catégorie normalisée la plus rapide est indiquée en association, le cas échéant, avec, respectivement, des limites de poids de 100 et 50 grammes.
- (19) Si, dans la plupart des États membres, le publipostage constitue déjà un marché dynamique et porteur, caractérisé par des perspectives de croissance importantes, son potentiel d'accroissement est également non négligeable dans les autres États membres. Ce segment est déjà largement ouvert à la concurrence dans six États membres. Les améliorations sur le plan de la souplesse des services et des tarifs induites par le jeu de la concurrence permettraient aux services de publipostage de mieux se positionner par rapport aux autres modes de communication, ce qui aurait vraisemblablement aussi pour effet d'augmenter le trafic postal et de renforcer la situation de l'ensemble du secteur. Néanmoins, dans la mesure où cela est nécessaire à la prestation du service universel, il convient de prévoir que le publipostage pourra continuer à être réservé dans les limites de poids et de prix mentionnées ci-dessus.
- (20) Le courrier transfrontière sortant représente en moyenne 3 % de l'ensemble des recettes postales. L'ouverture de ce segment du marché dans les États membres, avec les exceptions qui seraient nécessaires pour assurer la prestation du service universel, permettrait à d'autres opérateurs postaux d'assurer la levée, le tri et le transport de tout courrier transfrontière sortant.

- (21) L'ouverture à la concurrence du courrier transfrontière entrant risque de permettre le contournement de la limite de 100 grammes en 2003 et de 50 grammes en 2006 par un changement du lieu de remise pour une partie des envois intérieurs en nombre, rendant ainsi ses effets imprévisibles. La détermination de l'origine des envois de correspondance pourrait poser des problèmes supplémentaires de mise en œuvre. Des limites de poids de 100 grammes et de 50 grammes sont pratiques pour les envois de correspondance ordinaire transfrontière entrants et de publipostage, tout comme pour les envois de correspondance ordinaire intérieure, parce qu'elles ne risquent pas d'être contournées de la manière indiquée ci-dessus ni par un gonflement artificiel du poids des différents envois.
- (22) L'établissement, dès aujourd'hui, d'un calendrier pour la mise en œuvre de nouvelles avancées vers l'achèvement du marché intérieur des services postaux est important tant pour la viabilité à long terme du service universel que pour la poursuite de la modernisation et de la rationalisation des organisations postales.
- (23) Il convient de continuer à prévoir la possibilité pour les États membres de réserver certains services postaux au(x) prestataire(s) du service universel. Ces dispositions permettront à ce(s) dernier(s) de mener à bien les initiatives d'adaptation de leurs activités et de leur personnel à un contexte plus concurrentiel sans porter atteinte à leur équilibre financier et donc sans risquer de compromettre la prestation garantie du service universel.
- (24) Il convient à la fois de déterminer les nouvelles limites de poids et de prix ainsi que les services auxquels celles-ci peuvent être appliquées et de prévoir un nouveau réexamen du secteur et une décision confirmant, le cas échéant, la date de 2009 pour l'achèvement du marché intérieur des services postaux ou définissant une autre étape appropriée sur cette voie à la lumière des résultats du réexamen.
- (25) Les mesures adoptées par les États membres, y compris l'établissement d'un fonds de compensation, tout changement opérationnel apporté à ce fonds, tout recours à celui-ci ou tout paiement à partir de celui-ci peuvent comporter une aide accordée par un État membre ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, aide nécessitant une notification préalable à la Commission conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité.
- (26) La possibilité d'octroyer des licences à des opérateurs concurrents à l'intérieur du domaine du service universel peut être combinée avec des exigences imposant à ces détenteurs de licences de contribuer à la prestation du service universel.
- (27) La directive 97/67/CE dispose que les États membres désignent une ou plusieurs autorités réglementaires nationales pour le secteur postal, qui soient juridiquement distinctes et indépendantes, au plan opérationnel, des opérateurs postaux. En raison de la dynamique enregistrée par les marchés postaux européens, il convient que le rôle important joué par les autorités réglementaires nationales soit reconnu et renforcé, notamment en ce qui concerne la tâche consistant à veiller au respect des services réservés, sauf dans les États membres où ces services n'existent pas. L'article 9 de la directive 97/67/CE autorise les États membres à aller au-delà des objectifs définis dans ladite directive.
- (28) Il peut être opportun que les autorités réglementaires nationales lient l'introduction de toutes les licences à l'exigence que les consommateurs disposent de services aux procédures transparentes, simples et peu onéreuses pour le traitement de leurs réclamations, que celles-ci soient relatives aux services du(des) prestataire(s) du service universel ou aux services d'opérateurs détenteurs d'autorisations, détenteurs de licences individuelles inclus. En outre, il peut être opportun que les utilisateurs de l'ensemble des services postaux, qu'il s'agisse de services universels ou non, puissent avoir recours à ces procédures. De telles procédures devraient englober des procédures visant à définir les responsabilités en cas de perte ou de détérioration des envois postaux.
- (29) Les prestataires du service universel proposent habituellement des services, par exemple aux entreprises, aux intermédiaires qui groupent les envois de plusieurs clients, ainsi qu'aux expéditeurs d'envois en nombre, qui permettent à ces clients d'entrer dans la chaîne postale en des points différents et à des conditions différentes de ce qui est le cas pour le service de la poste aux lettres traditionnel. Ce faisant, il convient que lesdits prestataires du service universel respectent les principes de transparence et de non-discrimination, à la fois dans les relations entre les tiers et dans les relations entre les tiers et les prestataires du service universel fournissant des services équivalents. Il est également nécessaire que de tels services soient mis à la disposition des particuliers utilisant les services postaux dans des conditions similaires, étant donné la nécessité de non-discrimination pour la prestation des services.
- (30) Il y a lieu de reporter au 31 décembre 2008 la date d'expiration de la directive 97/67/CE. Il y a lieu que les procédures d'autorisation établies dans les États membres en application de la directive 97/67/CE ne soient pas affectées par cette date.
- (31) Il convient de modifier la directive 97/67/CE en conséquence.
- (32) La présente directive n'affecte pas la mise en œuvre des règles du traité en matière de concurrence et de libre prestation des services, comme l'indique notamment la communication de la Commission sur l'application des règles de concurrence au secteur postal et sur l'évaluation de certaines mesures d'État relatives aux services postaux ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ JO C 39 du 6.2.1998, p. 2.

ONT ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

La directive 97/67/CE est modifiée comme suit.

1) L'article 7 est remplacé par le texte suivant.

«Article 7

1. Dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la prestation du service universel, les États membres peuvent continuer à réserver certains services de courrier traditionnel à un (des) prestataire(s) du service universel. Lesdits services sont limités à la levée, au tri, au transport et à la distribution des envois ordinaires de correspondance intérieure et de correspondance transfrontière entrante conformément tant aux limites de poids que de prix suivantes. La limite de poids est fixée à 100 grammes à partir du 1^{er} janvier 2003 et à 50 grammes à partir du 1^{er} janvier 2006. Elle ne s'applique pas, à partir du 1^{er} janvier 2003, si le prix est égal ou supérieur à trois fois le tarif public applicable à un envoi de correspondance du premier échelon de poids de la catégorie la plus rapide et, à partir du 1^{er} janvier 2006, si le prix est égal ou supérieur à deux fois et demie ledit tarif.

Dans le cas du service postal gratuit pour les aveugles et les malvoyants, des dérogations aux limites de poids et de prix peuvent être autorisées.

Dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la prestation du service universel, le publipostage peut continuer à être réservé dans les mêmes limites de poids et de prix.

Dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la prestation du service universel, par exemple lorsque certains secteurs de l'activité postale ont déjà été libéralisés ou en raison des spécificités des services postaux d'un État membre, le courrier transfrontière sortant peut continuer à être réservé dans les mêmes limites de poids et de prix.

2. L'échange de documents ne peut pas être réservé.

3. La Commission procède à une étude prospective destinée à évaluer, pour chaque État membre, l'impact sur le service universel de l'achèvement du marché intérieur des services postaux en 2009. Sur la base des conclusions de cette étude, la Commission présente, avant le 31 décembre 2006, un rapport au Parlement européen et au Conseil, assorti d'une proposition confirmant, le cas échéant, la date de 2009 pour l'achèvement du marché intérieur des services postaux ou définissant toute autre étape à la lumière des conclusions de l'étude.».

2) À l'article 12, les tirets suivants sont ajoutés:

«— lorsqu'ils appliquent des tarifs spéciaux, par exemple pour les services aux entreprises, aux expéditeurs d'envois en nombre ou aux intermédiaires chargés de grouper les envois de plusieurs clients, les prestataires du service universel sont tenus de respecter les principes de transparence et de non-discrimination en ce

qui concerne tant les tarifs proprement dits que les conditions qui s'y rapportent. Lesdits tarifs tiennent compte des coûts évités par rapport aux services traditionnels comprenant la totalité des prestations proposées concernant la levée, le transport, le tri et la distribution des correspondances individuelles et s'appliquent, tout comme les conditions y afférentes, de la même manière tant dans les relations entre les tiers que dans les relations entre les tiers et les prestataires du service universel fournissant des services équivalents. Tous ces tarifs sont à la disposition des particuliers utilisant les services postaux dans des conditions similaires,

— le financement de services universels en dehors du secteur réservé par des recettes provenant de services du secteur réservé est interdit, sauf si une telle subvention croisée s'avère absolument indispensable à l'accomplissement des obligations spécifiques de service universel imposées au domaine concurrentiel, sauf dans les États membres où il n'y a pas de services réservés, les autorités réglementaires nationales adoptent des mesures à cet effet et en informent la Commission».

3) À l'article 19, les premier et second alinéas sont remplacés par le texte suivant.

«Les États membres veillent à ce que des procédures transparentes, simples et peu coûteuses soient mises en place pour le traitement des réclamations des consommateurs, notamment en cas de perte, de vol, de détérioration ou de non-respect des normes de qualité du service (y compris des procédures d'établissement des responsabilités dans les cas où plusieurs opérateurs sont impliqués).

Les États membres peuvent prévoir que ce principe est également appliqué aux bénéficiaires de services qui:

— ne relèvent pas du service universel tel que défini à l'article 3, et

— relèvent du service universel tel que défini à l'article 3 mais ne sont pas fournis par le prestataire du service universel.

Les États membres adoptent des mesures pour garantir que les procédures visées au premier alinéa permettent de régler les litiges équitablement et rapidement en prévoyant, lorsque cela se justifie, un système de remboursement et/ou de dédommagement.»

4) À l'article 22, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant.

«Les autorités réglementaires nationales ont en particulier pour tâche d'assurer le respect des obligations découlant de la présente directive et instaurent, s'il y a lieu, des contrôles et des procédures spécifiques afin de veiller à ce que les services réservés soient respectés. Elles peuvent également être chargées d'assurer le respect des règles de la concurrence dans le secteur postal.»

5) L'article 27 est remplacé par le texte suivant.

«Article 27

Les dispositions de la présente directive, à l'exception de l'article 26, expirent le 31 décembre 2008, sauf décision contraire prise conformément à l'article 7, paragraphe 3. Les procédures d'autorisation décrites à l'article 9 ne sont pas affectées par cette date d'expiration.»

Article 2

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 décembre 2002. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 3

La présente directive entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à . . .

Par le Parlement européen

Le président

Par le Conseil

Le président

EXPOSÉ DES MOTIFS DU CONSEIL

I. INTRODUCTION

1. La Commission a transmis au Conseil la proposition de directive visée en objet le 14 juillet 2000 ⁽¹⁾. La proposition est fondée sur l'article 47, paragraphe 2, et les articles 55 et 95 du traité.
2. Le Parlement européen a rendu son avis le 14 décembre 2000.
3. Le Comité économique et social a rendu son avis le 29 novembre 2000 ⁽²⁾.
4. Le Comité des régions a rendu son avis le 4 décembre 2000 ⁽³⁾.
5. La Commission a adopté sa proposition modifiée le 21 mars 2001 ⁽⁴⁾.
6. Le Conseil a arrêté sa position commune conformément à l'article 251 le 6 décembre 2001.

II. OBJECTIFS

La présente proposition a pour objectifs de satisfaire à l'exigence de la directive 97/67/CE d'assurer la poursuite de la libéralisation progressive et contrôlée des services postaux avec effet à compter du 1^{er} janvier 2003 et de fixer un calendrier pour la poursuite de l'ouverture. Elle propose également de résoudre différentes questions subsidiaires relatives au bon fonctionnement du marché intérieur des services postaux.

III. ANALYSE DE LA POSITION COMMUNE

Le Conseil approuve totalement les objectifs et les principales caractéristiques de la proposition. Il a toutefois introduit dans sa position commune un certain nombre de modifications dont les plus importantes sont les suivantes.

1. Le Conseil a apporté un certain nombre d'adaptations au calendrier proposé pour la libéralisation afin d'assurer un processus d'ouverture du marché plus progressif et mieux contrôlé, en tenant compte de la nécessité de maintenir le service universel et la spécificité des États membres. Les adaptations apportées par le Conseil s'inspirent largement de la position du Parlement (par exemple, des limites de poids et de prix plus élevées pour le domaine qui pourra être réservé en 2003, le report de 2003 à 2006 de la limite de poids de 50 grammes ainsi que le report de 2007 à 2009 de la prochaine étape).
2. Le Conseil a partagé le point de vue du Parlement européen selon lequel le courrier transfrontière sortant peut continuer à être réservé dans la mesure nécessaire pour assurer la prestation du service universel.
3. La position commune prévoit une étape décisive devant mener à l'achèvement du marché intérieur des services postaux en 2009, en assurant tant le droit d'initiative de la Commission que les pleins pouvoirs de codécision du Parlement européen et du Conseil. Vu l'importance primordiale des envois dont le poids est inférieur à 50 grammes, en termes de pourcentage du marché, le Conseil a estimé que toute décision de libéralisation dans ce segment du marché doit être prise au moyen d'une nouvelle procédure de codécision, sur la base d'une proposition que la Commission élaborera après avoir effectué une étude prospective.
4. Le Conseil a partagé le point de vue du Parlement européen concernant les services spéciaux: il a supprimé dans le texte toute définition de ces services.

⁽¹⁾ JO C 337 E du 28.11.2000, p. 220.

⁽²⁾ JO C 116 du 20.4.2001, p. 99.

⁽³⁾ JO C 144 du 16.5.2001, p. 20.

⁽⁴⁾ JO C 180 E du 26.6.2001, p. 291.

IV. AMENDEMENTS DU PARLEMENT EUROPÉEN**1. Amendements du Parlement européen acceptés par le Conseil**

- 2: considérant 5
- 6: considérant 10
- 7: considérant 11
- 9: considérant 10 de la proposition de la Commission (supprimé)
- 11: considérant 11 de la proposition de la Commission (supprimé)
- 19: considérant 19 de la proposition de la Commission (supprimé)
- 24: considérant 23
- 28: considérant 27
- 29: considérant 28
- 33: considérant 30
- 35: article 1^{er}, point 1 — Services spéciaux (supprimé)
- 39: article 1^{er}, point 2
- 41: article 1^{er}, point 3
- 44: article 1^{er}, point 5
- 58: considérant 6.

2. Amendements du Parlement européen acceptés en partie ou en substance par le Conseil

- 8: Cet amendement a été accepté en principe. Le Conseil a partagé l'avis du Parlement européen selon lequel il reste à examiner si le fait de disposer d'un service universel pour compenser les surcoûts découlant de l'obligation de prêter ce service peut présenter un avantage. Il a donc préféré supprimer le considérant en question.
- 15: Le Conseil est convenu qu'il était nécessaire de compléter le considérant 15 par une référence à la nécessité d'assurer en permanence la prestation du service universel.
- 46: Le Conseil a accueilli favorablement l'idée d'insérer un nouveau considérant (5 bis) établissant le lien entre les services postaux et les services d'intérêt général, en adoptant la position définie dans la proposition modifiée de la Commission.
- 21: Le contenu de cet amendement a été repris, pour l'essentiel, dans le considérant 20 ainsi que dans l'article 1^{er}, paragraphe 1, modifiant l'article 7 de la directive 97/67/CE.
- 43: Le Conseil s'est félicité de l'idée de modifier l'article 22 de la directive 97/67/CE afin de préciser le rôle des autorités réglementaires nationales en ce qui concerne la nécessité d'assurer la prestation du service universel. Le Conseil a toutefois préféré axer la modification sur les dispositions visant à assurer le respect des services réservés.
- 16, 18, 22 et 38: Ces amendements, qui traitent pour l'essentiel des limites de poids et de prix du domaine pouvant être réservé ont été acceptés dans la mesure où le Conseil a largement partagé le point de vue du Parlement européen sur cette question (point III.1).

3. Amendements du Parlement européen non acceptés par le Conseil

Amendements 17 et 20

Le Conseil a estimé que les considérants 17 et 20 proposés par la Commission (que le Parlement européen a suggéré de supprimer ou d'abrégé) contenaient des informations factuelles et utiles sur le marché actuel des services postaux et l'étendue de la libéralisation du publipostage dans les États membres.

Amendements 1, 23 et 26

Le Conseil a estimé qu'il était nécessaire de prévoir une étape décisive devant mener à l'achèvement du marché intérieur des services postaux en 2009, en assurant tant le droit d'initiative de la Commission que les pleins pouvoirs de codécision du Parlement européen.

Amendements 10, 36 et 48

Le Conseil a estimé que ces amendements n'étaient pas nécessaires car leur objectif peut déjà être atteint dans le cadre de la directive 97/67/CE.

Amendement 12

Le Conseil a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'imposer un réexamen du champ du service universel en tant que condition préalable à la définition de nouvelles mesures en matière d'ouverture du marché. Néanmoins, il convient de souligner que le réexamen auquel la Commission doit procéder conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 1 (nouvel article 7, paragraphe 3), de la position commune doit comporter l'évaluation, pour chaque État membre, des incidences de la libéralisation intégrale en 2009 sur le service universel.

Amendement 27

Le Conseil a estimé que cet amendement était inopportun car l'accord REIMS II est un accord commercial qui n'a été conclu qu'entre certains fournisseurs du service universel et qui, par ailleurs, expirera en décembre 2001.

Amendements 13, 47, 49 et 54

Le Conseil a estimé qu'il n'y avait pas lieu de modifier les objectifs de la directive actuelle en faisant de la promotion d'un niveau élevé d'emploi et de protection sociale un objectif supplémentaire.

Amendement 4

Le Conseil a estimé que cet amendement ne tenait pas dûment compte des conclusions du sommet de Lisbonne.

Amendement 31

Le Conseil a rejeté cet amendement car les exigences concernant la transparence et la non-discrimination applicables aux prestataires du service universel sont très importantes pour assurer un traitement équitable de tous les opérateurs.

Amendement 55

Le Conseil a estimé que l'exigence de réciprocité pour l'accès aux services postaux dans les États membres était inopportune dans le cadre du marché intérieur.

Amendements 30, 42

Le Conseil a rejeté ces amendements car un comité répondant à leurs objectifs est déjà prévu par la directive existante. Les dispositions de la décision 1999/468/CE du Conseil (la nouvelle décision «Comitologie») s'appliquent automatiquement.

Amendements 34, 37

Le Conseil a rejeté ces amendements qui ne sont pas propres au secteur des services postaux et dont les objectifs ont déjà été atteints au moyen d'autres directives telles que la directive 2000/43/CE.

Amendement 32

Le Conseil a préféré supprimer le considérant qui a donné lieu à cet amendement (considérant 30 de la proposition de la Commission).

Amendement 5

Le Conseil a estimé que le libellé de cet amendement tenait compte de l'obligation prévue à l'article 23 de la directive 97/67/CE et qui a déjà été remplie. Il convient, toutefois, de noter qu'un nouveau réexamen par la Commission en 2006 est une exigence prévue à l'article 7, paragraphe 3, modifié par l'article 1^{er}, paragraphe 1, de la position commune. Ce réexamen est également visé au considérant 24.

Amendement 25

Le Conseil a rejeté cet amendement au motif que la proposition devrait maintenir la neutralité de la directive 97/67/CE en ce qui concerne les solutions qui s'offrent aux États membres pour assurer le maintien du service universel.
